

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°23 - VENDREDI 30 JANVIER 2009

LE MERLE MOQUEUR

Le jeudi 29 janvier 2009 restera comme une journée historique. Il paraît qu'à Pau, on n'avait jamais vu autant de manifestants depuis la guerre, c'est du moins ce qu'on a pu lire dans les journaux, à tel point qu'on se demandait de quelle guerre ils parlaient...

En descendant massivement dans la rue, même la plus petite, les Français n'ont voulu que rappeler le sens du mot « démocratie » à un gouvernement qui s'en éloigne pas à pas. Ils ont moins voulu défendre leur pouvoir d'achat, que leur pouvoir, enfin ramené sur le pavé à un devoir. C'est pourquoi un tel mouvement ne doit pas rester à la garde des seuls syndicats, mais qu'il doit se réinventer encore et encore, pareil à ce qu'il était jeudi en France : un flot conscient de bonnes volontés. ●

À LIRE SUR communistesunitaires.net

- [Ce n'est pas à la population de payer la crise](#)
- [Compte-rendu commun d'une rencontre ACU-PG](#)
- [Un parent en colère à X. Darcos](#)
- [Retour de Gaza](#)
- [Un montage Spécial Palestine](#)
- [Carte blanche pour Woody Guthrie](#)

Trois millions de manifestant-e-s¹

Et après, et après, et après...

... et après quoi ? Elle était bien cette manif, non ? De Paname à Marseille en passant par Guéret, Avignon et Rouen les Français ont été entendus. Et bien, même. On savoure. De là à pronostiquer que les slogans revendicatifs seront exaucés, c'est autre chose. « Désormais, quand il y a une grève en France, plus personne ne s'en aperçoit », avait affirmé le président Sarkozy. Hier soir, en réagissant à la grogne sociale, il a annoncé la couleur : « J'écoute mais je tiens pas compte. » Admirez la faute de syntaxe. Une habitude chez Sarkozy ! Un tic de langage. Mais au moins, le propos a le mérite de la clarté et de la transparence. Alors, bien sûr, les syndicats ont d'ores et déjà rendez-vous avec le chef de l'Etat. Il écouterait. Probablement. Et puis il ne tiendra pas compte. Très certainement. Il faudra donc attendre les tous prochains jours pour qu'une suite à la mobilisation soit impulsée, faut-il l'espérer ! Le succès de la mobilisation de ce jeudi tient pour une grande partie à l'appel unitaire des syndicats. La déclaration unitaire des forces politiques de la gauche de gauche a aussi fait l'événement. Tant mieux. C'était nécessaire. Au-delà de la colère sociale et de la bataille syndicale, il est impératif qu'une traduction politique à la hauteur des enjeux émerge et fasse écho au mouvement social. Avoir mobilisé près de trois millions de personnes dans les rues de France ne donne-t-il pas une responsabilité politique majeure aux organisations de gauche et plus particulièrement celles de la gauche critique ? Son rassemblement, autour de cultures politiques différentes, à partir de chacune des sensibilités qui la composent, est une première responsabilité. Il convient donc de faire « force commune » pour porter une alternative – crédible – sociale et écologique. De la même manière, la responsabilité de cette même gauche sur la question européenne est immense. La campagne contre le TCE a été belle. Les mobilisations importantes. Les meetings blindés et surchauffés. Les Français-e-s ont été invités à voter contre le traité. Ils ont écouté. Ils l'ont fait. Très bien, et après ? L'unique scénario serait-il pour l'échéance de juin à venir de revoir cette gauche dispersée : le NPA seul d'un côté et le PCF avec le Parti de gauche de l'autre ? Sans dynamique ni campagne, un sondage donne la gauche radicale rassemblée à près de 15% pour les élections européennes. Juste derrière l'UMP et le PS, devant le MoDem et loin devant les Verts. Evidemment, les chiffres ne doivent ni guider ni conduire la stratégie électorale de long terme. Pas plus les coups électoraux. Mais tout de même, ça laisse songeur. Plus qu'un rêve, on est là à deux doigts d'accoucher², non ?

● PIERRE JACQUEMAIN

(1) Il y a les chiffres de la police, ceux des syndicats et les miens (arrondis à la quelques centaines près).

(2) En référence au titre de l'Edito de Patrice Leclerc « Alors, on le fait, cet enfant ? », *Cerises* n°8, 19/10/08

Hasard ? Suprême esprit d'à-propos ? En tous cas, le tract distribué par les militants de La Fédération appelant à leur meeting avait le sens du tempo. Enigmatique, il y était écrit en grandes capitales : « Acte 1, fédérons-nous ! » C'est bien cette question qui ressort de ces manifestations. Comment faire converger les colères et les attentes ?

La journée de mobilisation du 29 janvier et ses grandes manifestations ouvrent très probablement une nouvelle séquence politique. Première intervention massive de la population depuis l'annonce d'une crise économique aiguë, ce rendez-vous a montré le niveau d'inquiétude, d'indignation et de colère.

Dans le cortège se mêlaient deux grands niveaux d'exigences : les sociales et celles en faveur de l'éducation. Les revendications en faveur du pouvoir d'achat, contre les cadeaux par milliards aux banques et pour la protection sociale étaient parmi les plus reprises. La présence exceptionnelle des salariés du privé révélait de nouvelles questions comme celles soulevées par la soustraction, autre forme de précarité.

On entendit aussi l'écho des souffrances au travail. Pas très habituel et pourtant si massif.

L'opposition aux attaques contre l'école avait une dimension d'emblée plus politique. La suppression des emplois, notamment la fin des soutiens scolaires individualisés, était directement reliée à la

«Les valeurs du capitalisme financier décomposent les valeurs de la justice, du soin, de l'éducation, de la culture.»

Roland Goni, initiateur de l'Appel des appels

remise en cause d'une école de qualité pour tous, donnant une chance à chaque enfant. Parents et enseignants manifestaient ensemble. Lycéens parfois.

Du fait d'une présence relativement faible de la jeunesse étudiante et lycéenne,

ces manifestations ont constitué le plus grand rassemblement de salariés depuis vingt ans.

En creux, cela souligne aussi, une nouvelle fois, l'écart entre la jeunesse et le reste du corps social. La jeunesse elle-même restant divisée entre jeunesse scolarisée et jeunesse précarisée (la jeunesse grecque a conçu des voies de convergence qui n'ont pas encore été trouvées en France – ce que redoute vivement le pouvoir).

D'autres fortes mobilisations récentes n'ont pas pu se raccorder au mouvement du 29 janvier : les luttes en faveur des sans-papiers, celles pour les libertés publiques et individuelles, celles en faveur de la Palestine. Également en marge, les divers mouvements des secteurs de la santé, de la justice, de la psychiatrie, de l'information, de la culture...

Les syndicats qui ont pris l'initiative de cette journée de mobilisation ne peuvent fédérer toutes ces insatisfactions, revendications, exigences. Non que ces questions leur échappent par nature mais, cantonnés le plus souvent dans l'entreprise, ils ont moins de présence sur ces terrains.

Du coup, la question de la convergence de ces mouvements qui expriment tous à leur manière la recherche d'une autre logique est en jachère. Dans les défilés du 29 janvier, le PCF, par la voix de sa secrétaire nationale Marie-George Buffet, a appelé à la convergence des luttes en faveur des libertés. Cela mérite d'être salué et relevé : cette question est enfin mise à égalité avec les enjeux sociaux. Il reste à construire l'articulation entre les politiques liberticides et la déstabilisation des droits sociaux.

L'Appel des appels, initié par Roland Goni,

L'APPEL DES APPELS

Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, attirons l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur les conséquences sociales désastreuses des réformes hâtivement mises en place ces derniers temps.

A l'université, à l'école, dans les services de soins et de travail social, dans les milieux de la justice, de l'information et de la culture, la souffrance sociale ne cesse de s'accroître. Elle compromet nos métiers et nos missions.

Au nom d'une idéologie de «l'homme économique», le pouvoir défait et recompose nos métiers et nos missions en exposant toujours plus les professionnels et les usagers aux lois «naturelles» du marché. Cette idéologie s'est révélée catastrophique dans le milieu même des affaires dont elle est issue.

Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, refusons qu'une telle idéologie mette maintenant en «faillite» le soin, le travail social, l'éducation, la justice, l'information et la culture.

Nous appelons à une coordination nationale de tous ceux qui refusent cette fatalité à se retrouver le 31 janvier 2009 à Paris.

Texte à signer sur le site www.appeldesappels.org

professeur de psychopathologie à l'Université d'Aix-Marseille et psychanalyste, exprime cette intuition aussi. L'Appel des appels tente une convergence de secteurs mis en cause par ce qu'ils appellent l'idéologie de «l'homme économique». Professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture ils parlent – c'est intéressant et neuf – de leur métiers déstabilisés. «*Les valeurs du capitalisme financier décomposent les valeurs de la justice, du soin, de l'éducation, de la culture. On casse tous nos métiers et on essaye de les recomposer sur les valeurs idéologiques qui ont pourtant montré leur inefficacité : performance, rentabilité, profit à court terme. Cette idéologie a mis la société en faillite et produit de la*

la question de la convergence de ces mouvements qui expriment tous à leur manière la recherche d'une autre logique est en jachère.

colère et du chagrin. Elle transforme l'humain au point d'anéantir son humanité. Notre appel cherche à innover et donner aux citoyens la possibilité de faire le diagnostic et d'apporter des traitements.»

En trois semaines, plus de 50 000 personnes ont signé ce texte et se sont donné rendez-vous le 31 janvier pour

en débattre(1) et prolonger leur action. Il y a, de façon visible, une recherche de convergence de luttes très diverses. En fait, une recherche d'alternative. En 1995, ce désir fou et flou s'exprimait dans l'imprécis slogan «*Tous ensemble, tous ensemble*» repris à plein poumon par des marcheurs qui ne voulaient pas de la «fracture sociale». Hier, le succès du badge «Rêve général» porté sur les blouses, les bleus, les blousons et les

écharpes exprimait cette envie d'autre chose, de global, que l'on ne sait pas tout à fait nommer.

Cet autre chose n'émergera qu'avec le retour d'une gauche politique qui produise enfin des analyses politiques globales, une déconstruction de la politique de Sarkozy et la formulation de contre-propositions. Le mouvement social, vivant, multiforme, créatif apporte des pièces à cet édifice. Il pousse à la roue.

Le PS vient de donner des signaux d'une perception nouvelle des questions. Martine Aubry a gauchi le discours, remis le PS dans la rue avec les salariés... Et l'autre gauche ? Elle doit être plus audacieuse, aussi, dans ses idées.

1. Plus de 500 personnes s'étant inscrites pour la rencontre, la rencontre sera à « guichet fermé ». Une retransmission des débats est prévue sur le site Appeldesappels.org

IMPRESSIONS DE MANIFS



Ces images viennent de la photothèque du mouvement social (www.phototeque.org)

À TABLE !

PIERRE LAURENT :

« Poursuivre le Parti communiste en le transformant profondément »

Regards continue ses grands entretiens avec les principaux acteurs de la gauche alternative. Après Jean-Luc Mélenchon et Olivier Besancenot, ce mois-ci, Pierre Laurent. Celui-ci assume en bloc toute l'histoire communiste. Il mêle une orthodoxie d'organisation avec l'espérance d'une audace retrouvée. Est-ce possible ? Du neuf peut-il naître d'un parti en ordre ? Lui, le croit. **Extraits :**

« Que pensez-vous de la création de la Fédération pour une alternative de gauche sociale et écologiste ?

P.L. On discute avec toutes les forces politiques constituées en partis, et toutes les personnalités intéressées par les démarches. Mais si les personnes ont une double affiliation... On n'exclut aucune discussion, mais les discussions entre les communistes ont lieu avec les communistes. Et si des gens ne se reconnaissent pas dans les différentes positions des forces politiques, on les prendra en compte. D'ailleurs, nous venons de décider, avec le Parti de gauche, la création d'une coordination afin de multiplier les contacts pour impulser la constitution du front. »

A lire dans le n°59 de *Regards*, disponible à partir du 3 février. Pour trouver *Regards*, pour s'abonner, rendez-vous sur www.regards.fr



CERISES À GAZA

par **CHRISTOPHE NOUHAUD**

ET MAINTENANT ?

Ça y est ! Les bombardements ont cessé et l'armée israélienne s'est retirée de la bande de Gaza, le jour même de l'investiture d'Obama. Que laisse-t-elle en partant ?

Un champ de ruines (14 % des immeubles d'habitation auraient été détruits ou endommagés, ainsi qu'un grand nombre de bâtiments publics et d'infrastructures), et surtout un terrible bilan humain : près d'un Gazaoui sur 1000 a perdu la vie et 4 pour mille ont été blessés. A l'échelle de notre pays, cela représente 60000 morts et 250000 blessés en seulement trois semaines. Jamais la bande de Gaza n'avait connu un tel choc depuis les dernières invasions, celles de 1956 et de 1967. Et le blocus, lui, continue.

Quels sont les bénéfices pour le gouvernement israélien ? « *Les objectifs ont été atteints et même au-delà* », a proclamé Ehoud Olmert, mais quels étaient-ils ? Il y a ceux qui ont été avoués (stopper les tirs de roquette sur Israël et les sources d'approvisionnement du Hamas, à la frontière avec l'Égypte, et affaiblir durablement ce mouvement), et ceux qui ne l'ont pas été (sauver la coalition au pouvoir d'un débâcle électorale annoncée).

Le Hamas affaibli ? Il aurait perdu quelques dizaines ou centaines de combattants (il en reconnaît seulement 48), sur 15000 à 20000 probables. Il n'est donc pas vraiment affaibli militairement, et va vraisemblablement en sortir grandi politiquement, comme le Hezbollah à l'issue de la guerre de 2006 au Liban. Dans les guerres asymétriques d'aujourd'hui, le simple fait de subir une attaque sans être détruit est une victoire, et celui qui résiste, quelles qu'en soient les conséquences sur les populations civiles, en sort la plupart du temps renforcé.

La sécurité retrouvée ? Tout le monde sait qu'il n'y aura jamais de sécurité durable pour Israël, sans qu'il ne soit mis un terme à l'occupation. Les arrangements sécuritaires qu'Israël cherche à négocier (contrôle de la frontière avec l'Égypte) avec le soutien des États-Unis et de l'UE ne sont qu'un pis aller. L'avenir de la coalition au pouvoir ? Il paraît mal assuré, le consensus obtenu au moment de la guerre se fissure, le débat électoral reprend ses droits et le principal parti de droite (le Likoud de Benyamin Netanyahu) fait toujours figure de favori.

Le véritable « bénéfice » pour les dirigeants israéliens est ailleurs. C'est probablement l'affaiblissement et la division durables de « l'interlocuteur palestinien », ce qui pourrait avoir pour conséquence de clore une séquence historique ouverte il y a plus de vingt ans, celle d'une solution politique à deux États.

Ce schéma reposait sur l'acceptation par Israël du principe d'un retrait négocié des territoires occupés depuis 1967, résumée dans la formule « la paix contre les territoires », et sur l'existence d'un leadership palestinien fort, respecté, représentant la majorité du peuple palestinien et capable de conduire des négociations jusqu'à leur terme.

Après cette nouvelle guerre, la perspective de deux États se heurte à deux obstacles essentiels :

- La perception que les Palestiniens ont d'Israël. Au delà même des bombardements massifs indiscriminés au cœur des villes qui ont fait tant de victimes, ce sont aujourd'hui de multiples témoignages effarants qui parviennent sur les humiliations, les assassinats de civils qu'auraient commis sciemment l'armée israélienne. Comment après cela, les Palestiniens pourraient-ils croire à nouveau que la paix est possible avec Israël ?

- L'affaiblissement considérable des Palestiniens sur le plan politique. L'Autorité palestinienne (ANP) et avec elle l'OLP ont perdu un peu plus de la maigre crédibilité qui leur restait. L'ANP ne se maintient que grâce aux soutiens d'Israël, des pays occidentaux et des pays arabes dits modérés. Elle a vécu en spectateur la pire épreuve que les Palestiniens aient eu à subir depuis plus de quarante ans, et la fracture Fatah/Hamas paraît encore plus difficile à réduire malgré l'appel à la constitution d'un nouveau gouvernement d'unité nationale, lancé par Mahmoud Abbas.

La solution de deux États demeure pourtant la seule perspective tangible pour la paix, car il n'y a pas aujourd'hui d'alternative : le projet initial de l'OLP (auquel elle a renoncé) d'un seul État (laïque) en Palestine se heurte aujourd'hui à la réalité israélienne, quand à la solution d'un État bi-national (un seul État mais avec deux peuples constitutifs égaux en droits), pour séduisante et juste qu'elle soit, elle n'est défendue aujourd'hui que de façon extrêmement minoritaire aussi bien du côté israélien que palestinien, ce ne peut donc être qu'une perspective de très long terme (plusieurs générations).

Le moyen pour y parvenir n'est certainement pas la réactivation d'un « processus de paix » (celui d'Oslo et ses avatars) qui a échoué définitivement (cf. *Cerises* n°20), ce qu'il faut, au contraire, c'est asseoir les futures négociations sur des bases nouvelles : le respect du droit international, et l'arbitrage de l'ONU.

Mais le préalable reste la réconciliation entre les principales forces politiques palestiniennes autour d'un projet commun de libération nationale. Les prisonniers palestiniens de toutes les tendances avaient ouvert la voie en 2006, en proposant dans leur manifeste une refondation de l'OLP (en y accueillant notamment le Hamas), la clarification des objectifs stratégiques palestiniens (un État démocratique et pluraliste sur les territoires occupés depuis 1967) et la constitution d'un gouvernement d'unité nationale.

C'est là que la France et l'Union européenne ont un rôle à jouer. La position prise tout récemment par la diplomatie française en faveur de la reconnaissance d'un éventuel futur gouvernement palestinien d'unité nationale (alors que l'éphémère gouvernement d'union nationale de 2007 avait été boycotté) va dans la bonne direction, à condition qu'on n'en reste pas là...

Etre né en France au début des années 1980, cela nous fait penser à la victoire de François Mitterrand, à une période creuse pour le militantisme à « la gauche de la gauche », ou encore à la montée de la new-wave et de la pop rock sur la scène musicale... Afin d'aborder en même temps tous ces événements marquants de la décennie 80, Tristan Garcia fait le choix de s'intéresser à la communauté gay, à son mouvement d'émancipation mais aussi à sa destruction, c'est-à-dire au sida, maladie qui a vu médiatiquement le jour à cette période. C'est par l'intermédiaire de la trajectoire de quatre personnages, chacun impliqué ou intéressé à sa manière à la communauté homosexuelle, que l'auteur nous plonge dans les années sida et la naissance de l'activisme associatif. On y trouve Dominique, un ancien militant gauchiste qui fonde le plus grand mouvement de lutte de l'homosexualité en France ; Willie, un jeune « paumé », écrivain à scandale et partisan du bareback, c'est-à-dire des pratiques sexuelles non protégées; Elizabeth, une journaliste, également narratrice tout au long du roman, qui vit une relation avec un homme marié, appelé Jean-Michel, qui lui est un intellectuel médiatique. Tout au long du roman, on voit ces personnages se déchirer entre eux, se persuader de mener le bon combat – et ce même après avoir changé de camp politique (de la gauche vers la droite bien sûr... – bref, on les voit tout simplement vivre et vieillir en tentant de porter un regard réflexif sur la période dans laquelle ils évoluent. *La Meilleure Part des hommes* relate, le plus souvent, ce qu'il y a de pire dans l'être humain : les bassesses, les trahisons, les petits calculs égoïstes qui viennent prendre le dessus de la lutte collective. Tout en étant un roman fiction, dans le sens où ce sont bien des personnages dont ils s'agit et non des personnes, Tristan Garcia réussit à nous tirer le portrait de l'émergence de la communauté gay et de tous les débats qui ont eu lieu à cette époque dans le champ politique et intellectuel. En tant que lecteur nous assistons à une période euphorique et d'émancipation de la communauté gay mais aussi à la diffusion de la maladie, à la fois physiquement et dans les esprits. Ce qui fait de cet ouvrage une fiction bien réelle.

● A.M.

Tristan Garcia, *La Meilleure Part des hommes*, Editions Gallimard, 2008. 18,50 €



Ne pas augmenter les salaires...

François Chérèque estime qu'il faut augmenter le pouvoir d'achat par des exonérations fiscales et par la seule augmentation des minima sociaux, et non par l'augmentation des salaires. Il pense que l'objectif central du mouvement social est d'obtenir des « contreparties au plan de relance du gouvernement ». Dans *l'Humanité* du 27 janvier 2009, sur l'augmentation du pouvoir d'achat, le cédétiste explique : « Ça ne peut être uniquement par les salaires. Partout où les entreprises peuvent donner du pouvoir d'achat par les salaires, il faut des négociations. (...) Mais en période de crise, toutes les entreprises ne peuvent pas le faire. La collectivité doit alors intervenir. D'abord pour aider les plus modestes (...). Mais il faut aussi aider les classes moyennes, par des mesures fiscales, l'accès au crédit à taux zéro pour l'habitat... » Ainsi, l'Etat devrait-il encore une fois se substituer au patronat pour mettre la main au porte-monnaie, en développant des filets sociaux pour garantir la paix sociale. En réponse à la question : « Mais ne faut-il pas augmenter le SMIC ? », il explique : « Il faut en parler avec un débat sur les conséquences économiques d'une telle mesure. » Blablabla. Quand les syndicats et la gauche porteront-ils l'exigence d'une réévaluation substantielle des salaires, à partir d'un rééquilibrage global entre la rémunération du travail et celle du capital ?

Benoît XVI et les intégristes catholiques...

La décision de lever l'excommunication (prononcée en 1988 par Jean Paul II) de quatre évêques de la mouvance de Marcel Lefebvre a été rendue publique officiellement par le Vatican samedi 24 janvier. L'un d'eux, Richard Williamson, déclarait trois jours plus tôt dans un reportage diffusé par la chaîne de télévision publique suédoise SVT : « Je crois que les preuves historiques condamnent sans ambiguïté la thèse selon laquelle 6 millions de personnes ont été tuées dans des chambres à gaz sur décision

politique d'Adolf Hitler. Je crois qu'il n'y a pas eu de chambres à gaz. (...) Je pense que 200 000 à 300 000 juifs ont péri dans les camps de concentration, mais pas un seul dans les chambres à gaz. » On avait bien perçu que depuis son arrivée au Vatican, le discours du nouveau pape était au service d'une approche conservatrice des rapports sociaux et de « l'homme », voire profondément réactionnaire (libéralisation de la messe en latin, références aux « racines chrétiennes de l'Europe »...). Ainsi l'Eglise catholique avance-t-elle vers le passé, participant à la banalisation des discours extrémistes d'essence religieuse qui alimentent les conflits internationaux en cours. Les résistances internes sont réelles, mais le pape tient le gouvernail. Plus d'éléments sur www.combatenligne.fr

Du sondage aux listes et aux urnes.

Selon un sondage réalisé par l'IFOP, un front de gauche alliant le PCF, le PG et le NPA aux européennes obtiendrait 14,5%, et il arriverait en troisième position, derrière l'UMP (25,5%) et le PS (22,5%) mais devant les listes Bayrou (14%) et celles conduites par Daniel Cohn-Bendit (7%). Côté NPA, Olivier Besancenot et Alain Krivine rivalisent pour souligner l'ampleur des conditions politiques à réunir et la difficulté de trouver un accord. Côté PC-PG, la campagne se prépare et le discours unitaire reste d'actualité. Bref, il n'y a pas à ce jour de cadre unitaire permettant à TOUTES les forces politiques et sociales qui le souhaitent de travailler ensemble. Il y a loin du sondage aux listes puis aux urnes.

Cerises est édité par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
 Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
 Queues de Cerises : Michèle Kintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Arnaud Viviant
 Avec la collaboration d'Amandine Mathivet et Christophe Nouhaud

ACTE 1

FÉDÉ- RONS- NOUS

**6 FÉVRIER 2009 DÈS 18H MONTREUIL
PALAIS DES CONGRÈS (M) ROBESPIERRE**

Parmi les premières forces à se rassembler dans la Fédération : l'ADS (alternative, démocratie, socialisme), les AlterEkolo, les Alternatifs, l'ACU (association des communistes unitaires), la CNCU (coordination nationale des collectifs unitaires), Écologie solidaire, le Mai, et des milliers de militant(e)s, de citoyen(ne)s.

[HTTP://LAFEDERATION.ORG](http://lafederation.org)

FORT-E-S DE NOS DIFFÉRENCES, POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE, FÉDÉRONS-NOUS !

Face à Sarkozy et aux urgences sociales, écologiques et démocratiques, nous sommes nombreux à résister. Mais nous en faisons l'expérience depuis des années, résister contre la casse des services publics et des droits sociaux, contre les suppressions de postes dans le privé et dans le public, agir contre les lois liberticides ne suffit pas.

Après avoir affirmé qu'il n'est plus possible de payer les retraites et la sécurité sociale, Sarkozy a débloqué des centaines de milliards pour financer la faillite du capitalisme. Les moyens qui existent pour sauver les profits des actionnaires ou pour le bouclier fiscal ne pourraient-ils pas changer le quotidien du plus grand nombre ?

Le président directeur général de la France promet maintenant « du sang et des larmes », du chômage et de la précarité : la poursuite de la fuite en avant libérale et de la course au profit, avec laquelle les sociaux-libéraux ne proposent aucune rupture.

Cela veut dire aussi laisser libre court au gaspillage effréné des ressources de la planète, alors que les illusions du « capitalisme vert » ne peuvent masquer que l'humanité est menacée.

Et cela veut dire de plus en plus réprimer ici les mouvements sociaux pour interdire de construire un avenir moins déraisonnable, et ailleurs soutenir des guerres sans fin.

[HTTP://LAFEDERATION.ORG](http://lafederation.org)

UN AUTRE HORIZON EST POSSIBLE, ICI ET MAINTENANT

NOUS AGISSONS pour les droits fondamentaux - école, emploi, logement, santé, culture... **NOUS AGISSONS** pour la préservation de la planète, face à un mode de développement inégalitaire et destructeur, **NOUS AGISSONS** pour l'émancipation des femmes et des hommes, contre toutes les discriminations et pour l'égalité, contre toutes les dominations et pour les libertés, **NOUS AGISSONS** contre la compétition qui dresse les individus et les États les uns contre les autres, pour une coopération respectueuse des peuples, refusant tout impérialisme ou colonialisme, et en faveur d'une paix juste et durable dans le monde.

ÉLABORER UN NOUVEAU PROJET, construire une alternative, transformer les manières de faire de la politique, construire dans la rue et dans les urnes la convergence durable de toute la gauche de gauche - par exemple à l'occasion des prochaines élections européennes - sont nos défis.

Ecologistes, autogestionnaires, communistes, féministes, militant-e-s des cités populaires, altermondialistes, syndicalistes, militant-e-s associatifs et de réseaux citoyens... **NOUS SOMMES DES CITOYEN-NE-S ET DES FORCES QUI VEULENT ENSEMBLE ET AVEC D'AUTRES FAIRE EXISTER UNE FORCE POLITIQUE NOUVELLE**, rendant possible une transformation sociale et écologique. Pour commencer maintenant à dépasser l'éparpillement actuel de la gauche de gauche, nous voulons contribuer dans la durée à inventer une autre culture politique.

Avec la participation d'associations et de réseaux de lutte, nous vous invitons à un rendez-vous militant, solidaire et festif « **Pour en finir avec leur crise, fédérons nos forces !** »

VENDREDI 6 FÉVRIER DE 18H À 23H - PALAIS DES CONGRÈS DE MONTREUIL, 128 RUE DE PARIS, (M) ROBESPIERRE

Au programme : des voix diverses pour se fédérer • théâtre forum • en Grèce et en Allemagne, que se passe-t-il avec Synaspismos et Die Linke ? • retours du FSM de Belem • musique • slam • stands • mini films politiques • solidarité avec la Palestine